

ET LA DÉMOCRATIE

rendez-vous manqués

La démocratie :  
une aspiration populaire

Depuis le V<sup>e</sup> siècle avant l'ère chrétienne, et donc douze siècles avant l'islam, la démocratie est née en Grèce et a été définie par l'Athénien Périclès comme étant «le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple». Elle a connu beaucoup de déboires du fait des tyrans, et autres dictateurs. Il fut un temps où les Etats démocratiques étaient minoritaires et les Etats despotiques majoritaires. Mais beaucoup de têtes de dictateurs sont tombées, ces dernières cinquante à soixante années. La liste des Etats totalitaires a rétréci et celle des Etats démocratiques a largement progressé à travers le monde, même si on doit reconnaître que l'autoritarisme persiste et résiste dans certains bastions isolés de notre monde et dans les régions ravagées par des guerres, notamment au Moyen-Orient arabe par exemple, où les populations sont maintenues dans un état d'arriération scandaleux. Je parlerai ici que de deux dictatures européennes, l'une a sévi en Espagne, l'autre en Grèce. S'agissant de l'Espagne qui a subi quarante-cinq ans de franquisme, je me souviens des images diffusées les 23 et 24 février 1981 par toutes les télévisions du monde, qui montraient une poignée de militaires espagnols commandée par un officier qui, pistolet au poing, tirait à l'intérieur du Parlement d'Espagne : c'était une tentative de putsch militaire fomentée contre la toute nouvelle démocratie espagnole, alors en train de se débarrasser des dernières séquelles du fascisme et de l'emprise de l'Opus Dei, néfaste camarilla politico-religieuse. Chose tout à fait remarquable, n'était la résistance du roi Juan Carlos – preuve vivante de ce que l'on peut être roi et démocrate – et de son Premier ministre Adolfo Suarez, pourtant issu de la mouvance franquiste, la transition démocratique en Espagne aurait été tuée dans l'œuf dès février 1981, par une poignée de militaires nostalgiques de la dictature.

S'agissant de la Grèce, qui fut pourtant le berceau de la démocratie comme rappelé ci-dessus, a elle aussi connu la dictature militaire de 1967 à 1974. Les colonels qui avaient pris le pouvoir en 1967 furent chassés sept années après, laissant la place à un pouvoir civil. Rapidement, la «classe politique» traditionnelle se mua

en une véritable oligarchie, à l'intérieur de laquelle les apparatchiks des partis et du système mis en place se partageaient entre, «alternativement», le pouvoir politique, économique et financier. Le peuple (demos en grec) était de nouveau mis «out» en Grèce. Mais en 2015, un autre Athénien, en l'occurrence le Premier ministre Alexis Tsipras, vainqueur des élections générales qui ont mis «out» les anciens dirigeants dont la gouvernance a ruiné la Grèce, rétablit la démocratie et la plaça au cœur de la vie politique dans son pays d'origine. Par la même occasion, Tsi-

*Il est absolument illusoire d'attendre d'un régime totalitaire arabe, qu'il accepte de s'en aller de lui-même en laissant s'installer en ses lieu et place un régime démocratique ! Au contraire, tous les pouvoirs arabes, ébranlés et tétanisés par ce que l'on a nommé ici et là «le printemps arabe», agitent la menace islamiste pour écarter la démocratie qu'ils perçoivent ainsi qu'on l'a dit ci-dessus comme «la» menace. L'autoritarisme ne peut s'accommoder de la démocratie.*

pras démasquait, comme jamais personne n'a osé le faire auparavant, la fausseté des leaders européens prétendument démocrates, l'oligarchie technocratique qui tient jalousement les rênes de l'Union européenne, ainsi que le rôle envahissant et asphyxiant des banquiers et des financiers dans la vie économique des pays. Revenu devant le peuple en septembre, Tsipras a été réélu avec un confortable score qui a laissé cois tous les Cassandre qui prédisaient non seulement sa défaite électorale mais aussi sa fin politique.

C'est que l'attachement à la démocratie est instinctif chez les peuples opprimés, humiliés, laissés pour compte ou abandonnés au sous-développement et à la misère, pendant qu'une minorité jouit de tous les privilèges. La conclusion qui découle de tout ce qui précède est que l'on peut fort bien se passer de la dictature, mais on ne se passe jamais, de son propre gré, de la démocratie.

Les principes essentiels  
de la démocratie

Mais que convient-il d'entendre par démocratie ? On peut dissserter longtemps et longuement sur cette question. Je me limiterai ici à faire deux remarques qui me paraissent fondées et opportunes. La pre-

mière est qu'il n'y a pas qu'un modèle «unique» de démocratie, mais qu'il en existe plusieurs variables d'une époque à l'autre et d'un peuple à l'autre. La seconde remarque est qu'on retrouve dans les différents modèles de démocratie connus les mêmes principes fondamentaux. Ceux-ci me paraissent essentiels :

- 1- la séparation et l'équilibre des trois pouvoirs : l'exécutif, le législatif et le judiciaire ;
- 2- l'alternance au pouvoir ;
- 3- des élections propres et honnêtes ;
- 4- le pluralisme politique, qui implique

l'existence d'une opposition dotée d'un statut et qui lui permet de se structurer d'elle-même, sans interférence de l'administration ou de quelque service que ce soit ;

5- l'Etat de droit, c'est-à-dire un système de gouvernement et d'administration fondé sur des lois et des règlements qui s'imposent à tous, y compris aux gouvernants ;

6- la garantie par la loi et la protection par l'Etat des libertés publiques : libertés d'expression, de réunion, de la presse, d'association, de croyance, de conscience, d'aller et venir, de se réunir...

7- l'indépendance de la justice, qui doit agir sans ingérence et dans les limites fixées par les lois de procédure, ne se prononcer que dans le strict respect des lois et des principes fondamentaux, et veiller scrupuleusement au respect du droit de la défense.

Si l'un de ces «invariants» vient à manquer, on peut affirmer que l'on est en présence d'une démocratie amputée, incomplète ou inachevée, voire tronquée.

La vraie et la fausse alternative

Les Arabes n'auraient-ils pas d'autre alternative que celle-là : soit continuer à subir l'ancien système autoritaire aux

apparences civiles et laïques soit opter pour un régime islamiste et s'attendre à passer sous le joug de Daech ou d'Al Qaïda ou d'une tendance islamiste concurrente à ces deux dernières ?

Or, l'ancien système n'est plus viable ni fiable. Il a lamentablement échoué ; il est totalement grippé et ne tient que parce que les hommes politiques qui l'ont créé et construit, génération après génération, le maintiennent car il leur permet de se maintenir au pouvoir. Mais il est absolument illusoire d'attendre d'un régime totalitaire arabe, qu'il accepte de s'en aller de lui-même en laissant s'installer en ses lieu et place un régime démocratique ! Au contraire, tous les pouvoirs arabes, ébranlés et tétanisés par ce que l'on a nommé ici et là «le printemps arabe», agitent la menace islamiste pour écarter la démocratie qu'ils perçoivent ainsi qu'on l'a dit ci-dessus comme «la» menace. L'autoritarisme ne peut s'accommoder de la démocratie. Par contre, il peut pactiser et cohabiter avec un régime autoritaire, quitte au bout d'un certain temps à ce que l'un chasse l'autre et récupère la totalité du pouvoir. N'est-ce pas ce qui s'est passé en Egypte, entre les Frères musulmans avec à leur tête l'ex-président Mohamed Morsi, et l'ancien régime soutenu par l'armée avec à sa tête le maréchal Sissi ?

Le totalitarisme est un cercle vicieux qui se reproduit continuellement en s'efforçant de donner l'impression du changement.

Il ne peut être stoppé dans son processus de renouvellement, que par l'instauration de la démocratie.

Conclusion

Pour les Arabes, le choix n'est pas entre un régime totalitaire et un autre régime totalitaire. La seule alternative qui leur est ouverte est : soit un régime autoritaire habillé en civil, en militaire ou en religieux, peu importe, soit la démocratie.

L'avenir des pays du monde arabe est dans la démocratie. La page des dictatures doit être tournée le plus tôt possible. Etant bien compris que les Arabes ne revendiquent pas la démocratie contre l'islam, mais conte le totalitarisme islamiste ou autre.

Z. S.